

LOI n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession (1).

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I^{er}

Profession d'éducateur physique ou sportif.

Art. 1^{er}. — Nul ne peut professer contre rétribution l'éducation physique ou sportive, à titre d'occupation principale ou secondaire, de façon régulière, saisonnière ou accidentelle ni prendre le titre de professeur, de moniteur, d'aide moniteur ou de maître d'éducation physique ou sportive ou tout titre similaire s'il ne répond aux conditions suivantes :

1° N'avoir jamais été l'objet :

- a) Soit d'une condamnation pour crime ;
- b) Soit d'une condamnation sans sursis pour infraction aux articles 330, 331, 332, 333, 334, 334-1, 335, 335-5, et 335-6 du code pénal ;
- c) Soit d'une condamnation à une peine d'emprisonnement sans sursis supérieure à quinze jours pour coups et blessures volontaires ou vol.

2° Etre muni :

- a) D'un diplôme français attestant de l'aptitude à ces fonctions déterminé par le ministre de l'éducation nationale et délivré soit par ses soins, soit sous son contrôle par arrêtés contresignés des ministres intéressés ou par décisions prises sur délégation du ministre de l'éducation nationale par les fédérations ou groupements privés d'éducation physique ou sportive offrant des garanties reconnues, après avis de jurys qualifiés ;
- b) Ou bien d'un diplôme étranger dont l'équivalence aura été reconnue par le ministre de l'éducation nationale, après consultation des fédérations ou groupements privés d'éducation physique ou sportive intéressés offrant des garanties reconnues, sur avis de jurys qualifiés, comme il est dit au paragraphe précédent.

Art. 2. — Lorsque la profession est exercée dans les conditions qui n'offrent pas, au regard de la formation et de la santé physique et morale des élèves, des garanties suffisantes et notamment en cas d'infirmité ou d'état pathologique rendant dangereux cet exercice, des mesures allant jusqu'à l'interdiction définitive d'exercer la profession pourront être prises par une commission constituée dans chaque académie.

Appel de la décision rendue pourra être porté devant le conseil de l'éducation populaire et des sports.

Toute poursuite pénale engagée à l'initiative du ministère public entraîne la suspension provisoire de l'activité de la personne poursuivie.

Art. 3. — Les personnes exerçant la profession prévue à l'article 1^{er} sont tenues au secret professionnel dans les conditions prévues à l'article 378 du code pénal.

Loi n° 63-807 TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Assemblée nationale :

Projet de loi n° 303 ;
Rapport de M. Valenet, au nom de la commission des affaires culturelles (n° 361) ;
Discussion et adoption le 27 juin 1963.

Sénat :

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, n° 187 (1962-1963) ;
Rapport de M. Noury, au nom de la commission des affaires culturelles, n° 181 (1962-1963) ;
Discussion et adoption le 19 juillet 1963.

Assemblée nationale :

Projet de loi, modifié par le Sénat, n° 488 ;
Rapport de M. Valenet, au nom de la commission des affaires culturelles (n° 498) ;
Discussion et adoption le 25 juillet 1963.

TITRE II

Etablissements d'éducation physique ou sportive.

Art. 4. — Nul ne peut exploiter à quelque titre que ce soit une salle, un gymnase, un cours et d'une manière générale un établissement d'éducation physique ou sportive où exercent une ou plusieurs personnes professant dans les conditions prévues à l'article 1^{er}, s'il ne remplit pas les conditions prévues par le 1^{er} de l'article 1^{er} ci-dessus et si l'établissement ne présente pas les garanties suffisantes d'hygiène, de technique et de sécurité définies par arrêté conjoint du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la santé publique.

Les personnes visées à l'alinéa précédent, celles qui exercent la profession définie au titre premier et celles qui fréquentent un établissement visé au présent titre sont soumises à un contrôle médical périodique et à l'obligation de souscrire une assurance couvrant leur responsabilité civile en vue de les garantir contre les risques encourus à l'occasion de la pratique des activités enseignées dans l'établissement. Un décret en Conseil d'Etat fixera les modalités d'application du présent alinéa et notamment la nature et l'étendue de la garantie que devra comporter le contrat d'assurance.

L'obligation d'assurance entrera en vigueur le premier jour du troisième mois suivant la publication du décret susvisé.

A compter de cette date, tout contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile des personnes sus-énoncées sera, nonobstant toute clause contraire, réputé comporter des garanties au moins équivalentes à celles fixées dans le décret prévu.

Dans les trois mois qui suivront la publication dudit décret, pour les contrats en cours qui ne comporteront pas les garanties visées à l'alinéa précédent, la société d'assurance ou l'assureur pourra proposer à l'assuré un nouveau taux de prime prenant effet à la date d'entrée en vigueur de l'obligation d'assurance. L'assuré pourra, dans le mois suivant la notification de cette proposition, résilier le contrat moyennant préavis de dix jours ; il aura droit, alors, à la restitution d'une fraction, calculée au prorata du temps de la prime payée.

Art. 5. — Le préfet, soit d'office soit sur demande du procureur de la République ou du recteur de l'académie, peut, par arrêté, s'opposer à l'ouverture d'un des établissements visés à l'article 4 ci-dessus dans le délai de deux mois à compter du dépôt de la déclaration à la mairie ou interdire temporairement ou définitivement l'activité d'un établissement qui ne présenterait pas les garanties minima fixées dans les conditions prévues à l'article 4 ci-dessus.

TITRE III

Dispositions transitoires.

Art. 6. — Les diplômes déterminés par le ministre de l'éducation nationale dans les conditions prévues à l'article 1^{er} ci-dessus seront délivrés sur titres et sans examen aux personnes qui en feront la demande, exerçant à la date de la promulgation de la présente loi et titulaires de diplômes privés ou publics reconnus équivalents.

Les personnes qui, à la date de promulgation de la présente loi, ne possèdent pas l'un des diplômes déterminés dans les conditions prévues à l'article 1^{er} mais exercent leur activité depuis deux ans au moins, sont autorisés de plein droit à continuer cette activité sauf décision contraire prise par arrêté du ministre de l'éducation nationale, contresigné le cas échéant, par le ou les ministres intéressés.

TITRE IV

Sanctions.

Art. 7. — L'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif, l'ouverture, le fonctionnement ou le maintien d'un établissement en infraction aux dispositions de la présente loi seront punis, en cas de récidive, d'un emprisonnement de deux

à quatre mois et d'une amende de 2.000 à 4.500 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le tribunal pourra, en outre, ordonner la fermeture de l'établissement et interdire l'exercice de la profession.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Colombey-les-Deux-Eglises, le 6 août 1963.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
GEORGES POMPIDOU.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
JEAN FOYER.

Le ministre de l'intérieur,
ROGER FREY.

Le ministre des armées,
PIERRE MESSMER.

Le ministre d'Etat chargé de la recherche scientifique
et des questions atomiques et spatiales, ministre
de l'éducation nationale par intérim,
GASTON PALEWSKI.

Le ministre de l'agriculture,
EDGARD PISANI.

Le ministre du travail,
GILBERT GRANDVAL.

Le ministre de la santé publique et de la population,
RAYMOND MARCELLIN.

LOI n° 63-808 du 6 août 1963 modifiant et complétant les dispositions relatives à l'emploi des enfants dans le spectacle et réglementant l'usage des rémunérations perçues par des enfants n'ayant pas dépassé l'âge de la scolarité obligatoire (1).

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Les articles 58, 59 et 60 de la section III du chapitre V du titre premier du livre II du code du travail sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 58. — Les enfants de l'un ou de l'autre sexe qui n'ont pas dépassé l'âge de la fréquentation scolaire obligatoire ne peuvent, sans autorisation individuelle préalable, être, à quelque titre que ce soit, engagés ou produits, soit dans une entreprise de spectacle, sédentaire ou itinérante, soit dans une entreprise de cinéma, de radiophonie, de télévision ou d'enregistrements sonores.

« Art. 58 a. — Les autorisations sont accordées par les préfets sur avis conforme d'une commission constituée au sein du conseil départemental de protection de l'enfance, à laquelle est adjoint, en la circonstance, le directeur départemental du travail et de la main-d'œuvre.

Loi n° 63-808 TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Assemblée nationale :

Proposition de loi n° 324 ;
Rapport de Mme Ploux, au nom de la commission des affaires culturelles (n° 363) ;
Discussion et adoption le 25 juin 1963.

Sénat :

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, n° 151 (1962-1963) ;
Rapport de Mme Cardot, au nom de la commission des affaires sociales, n° 180 (1962-1963) ;
Avis de la commission des affaires culturelles, n° 195 (1962-1963) ;
Discussion et adoption le 18 juillet 1963.

Assemblée nationale :

Proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 473) ;
Rapport de Mme Ploux, au nom de la commission des affaires culturelles (n° 477) ;
Discussion et adoption le 25 juillet 1963.

« Les autorisations peuvent être retirées par les préfets sur avis conforme de la même commission, soit d'office, soit à la requête de toute personne qualifiée.

« Art. 58 b. — La commission fixe la part de la rémunération perçue par l'enfant dont le montant peut être laissé à la disposition de ses représentants légaux. Le surplus est affecté à la constitution d'un pécule qui est versé à la caisse des dépôts et consignations et géré par cette caisse jusqu'à la majorité de l'enfant. Des prélèvements sur ce pécule peuvent être autorisés en cas d'urgence et à titre exceptionnel par le président de la commission prévue à l'article 58 a.

« En cas d'émancipation, la commission devra statuer à nouveau.

« Art. 58 c. — Il est interdit à toute personne de publier au sujet des mineurs de 18 ans engagés ou produits dans les entreprises visées à l'article 58, soit par la voie de la presse ou du livre, soit au cours d'une émission diffusée, soit par tout autre moyen, tous commentaires, informations ou renseignements autres que ceux concernant leur création artistique.

« Toute publicité abusive tendant à attirer les mineurs vers des professions artistiques dont elle souligne le caractère lucratif est interdite sous les peines prévues à l'article 170 a du présent livre.

« Art. 59. — Les modalités d'octroi des autorisations visées à l'article 58, la composition et les conditions de fonctionnement de la commission prévue à l'article 58 a ainsi que les conditions de gestion du pécule prévu par l'article 58 b sont fixées par décret pris en forme de règlement d'administration publique.

« Art. 60. — Est passible des peines prévues par l'article 168 du livre II du présent code :

« 1° Toute personne qui fait exécuter par des enfants de moins de seize ans des tours de force périlleux ou des exercices de dislocation ou qui leur confie des emplois dangereux pour leur vie, leur santé ou leur moralité ;

« 2° Toute personne autre que les père et mère pratiquant les professions d'acrobate, saltimbanque, montreur d'animaux, directeur de cirque ou d'attraction foraine, qui emploie dans ses représentations des enfants âgés de moins de seize ans.

« Il est interdit sous les mêmes peines aux père et mère exerçant les professions ci-dessus désignées d'employer dans leurs représentations leurs enfants âgés de moins de douze ans ».

Art. 2. — L'article 170 de la section III du chapitre II du titre IV du livre II du code du travail est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 170. — Toute infraction aux dispositions de l'article 58 est punie d'une amende de 1.000 à 10.000 francs et, en cas de récidive, d'une peine d'emprisonnement de deux à quatre mois et d'une amende de 2.000 à 20.000 francs.

« Les mêmes peines sont applicables à toute personne qui remet directement ou indirectement aux enfants visés à l'article 58 ou à leurs représentants légaux des fonds au-delà de la part fixée comme il est dit à l'article 58 b.

« Art. 170 a. — Toute infraction aux dispositions de l'article 58 c est punie d'une amende de 300 à 30.000 francs. En cas de récidive, un emprisonnement de deux mois à deux ans peut être prononcé.

« Art. 170 b. — Toute infraction aux dispositions de l'article 92 est punie d'un emprisonnement de un mois à six mois et d'une amende de 60 à 180 francs ».

Art. 3. — La section III du chapitre V du titre I^{er} du livre II du code du travail et la section III du chapitre II du titre IV du même livre seront intitulées :

« De l'emploi des enfants dans les spectacles et professions ambulantes ».

Art. 4. — Les dispositions de l'article 58 b du livre II du code du travail sont applicables aux rémunérations de toute nature perçues par des enfants n'ayant pas dépassé l'âge de la fréquentation scolaire obligatoire pour l'exercice d'une activité, artistique ou littéraire, autre que celles visées à l'article 58 du livre II dudit code.

La commission statue sur requête des contractants présentée préalablement à toute exécution.